



COMMUNIQUÉ DE PRESSE | Bruxelles, 25 juin 2021

Elia présente son étude d'adéquation et de flexibilité pour la période 2022-2032

- L'étude confirme le besoin urgent de nouvelles capacités nationales afin de pouvoir anticiper les besoins créés par la sortie programmée du nucléaire ;
- Les marchés actuels ne stimuleront pas suffisamment les investissements nécessaires. Par conséquent, la mise en place d'un CRM est la solution de choix ;
- En plus d'aborder les problématiques urgentes d'ici 2025, la Belgique doit se préparer à sa transformation en une société neutre en carbone d'ici 2050 ;
- Outre la décarbonisation de certains secteurs de la société, l'électrification permettra également d'intégrer une plus grande flexibilité dans l'ensemble du système.

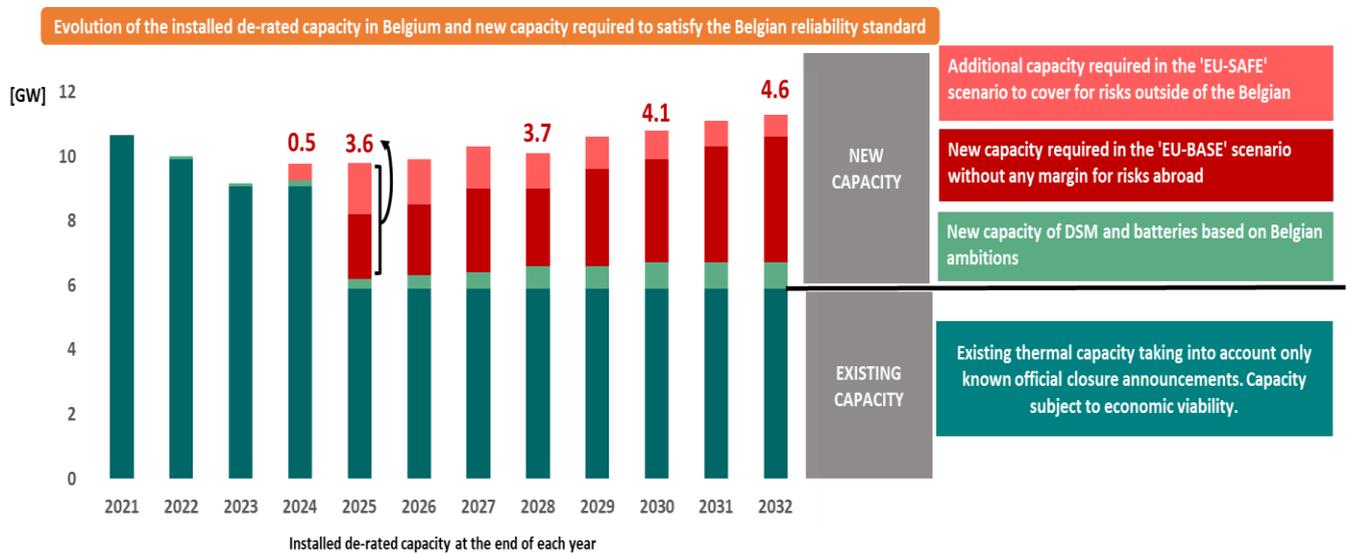
Bruxelles | Le 25 juin 2021. Comme exigé tous les 2 ans par la loi, Elia a présenté ce vendredi son étude sur les besoins d'adéquation et de flexibilité de la Belgique pour la prochaine décennie. Les évaluations concernant l'adéquation ont été réalisées sur la base des nouvelles méthodologies européennes et formulées en collaboration étroite avec les différentes autorités du secteur de l'énergie. Pour garantir la sécurité d'approvisionnement de la Belgique au cours de la période 2022-2032, l'attention doit être portée sur l'impact de la sortie progressive du nucléaire (prévue par la loi) et les changements induits par le Green Deal européen. À partir des nombreux calculs et des différents scénarios que nous avons examinés, Elia a identifié trois messages clés : un besoin urgent de nouvelle capacité, la nécessité d'un mécanisme de soutien et la préparation pour une société zéro carbone.

« En plus de gérer sa sortie du nucléaire d'ici 2025, la Belgique doit préparer sa transition en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Elle ne pourra y arriver seule, étant donné que le potentiel renouvelable de notre pays est trop limité pour couvrir ses besoins. Il est donc essentiel que notre gouvernement fédéral planifie des accords de coopération avec d'autres pays dès maintenant, de telle sorte que nos forces complémentaires puissent être utilisées de façon optimale afin d'établir une économie pauvre en carbone. »

Chris Peeters, CEO d'Elia Group

MESSAGE 1 : BESOIN URGENT DE NOUVELLES CAPACITÉS

Cette étude confirme à nouveau le besoin urgent de nouvelles capacités nationales afin de pouvoir anticiper les besoins créés par la sortie programmée du nucléaire. La Belgique étant hautement dépendante des importations, elle est vulnérable aux événements qui surviennent à l'étranger. Les responsables politiques belges doivent en tenir compte dans leur prise de décision, afin de maintenir un système énergétique fiable. Des investissements importants devant être réalisés d'ici 2025, le calendrier prévu pour leur réalisation est extrêmement serré.



Besoin de capacité de 3,6 GW à partir de 2025

Pour faire face à la sortie du nucléaire en Belgique d'ici 2025, 3,6 GW de capacité supplémentaire (en supposant une disponibilité de 100 %) sont nécessaires. Cela représente une diminution de 300 MW par rapport à notre précédente étude publiée en 2019. Cette petite différence provient des changements de méthodologie, des révisions apportées aux projections de l'offre et de la demande belges et des mises à jour des hypothèses relatives aux pays voisins. En effet, le calcul de ce déficit de 3,6 GW tient compte d'importantes incertitudes à court terme concernant nos pays voisins (environ 1,6 GW) sur lesquelles la Belgique n'a aucun contrôle.

La capacité existante doit être maintenue sur le marché

Toute capacité existante qui pourrait quitter de manière inattendue le marché belge d'ici 2025 pourrait créer des risques d'adéquation pour le pays. Une vigilance absolue s'impose. Au cours de l'hiver 2024-2025, des pénuries pourraient également se produire si les événements à haut risque qui se sont matérialisés à l'étranger au cours des dernières années se répètent. Cette situation doit être suivie de près, car une mesure transitoire pourrait devoir être envisagée pour cette période.

La disponibilité de la production excédentaire en Europe sous pression

La situation géographique de la Belgique et les profondes mutations du système électrique européen ont accentué ces dernières années la dépendance de notre pays à l'égard des importations d'électricité. Si ces importations amènent souvent de nouvelles solutions, cette situation peut entraîner des risques supplémentaires quant à l'adéquation de notre système électrique. Ces risques sont à évaluer au regard de 2 éléments : la disponibilité d'une production excédentaire en Europe au moment où la Belgique en a besoin et la disponibilité de la capacité de transport transfrontalière nécessaire pour acheminer cette énergie vers la Belgique. Les choix politiques en Belgique ainsi que dans d'autres pays européens détermineront donc dans quelle mesure la Belgique pourra atténuer les incertitudes et les risques qu'elle encourra en ce qui concerne le maintien de son adéquation.

MESSAGE 2 : UN MÉCANISME DE SOUTIEN EST NÉCESSAIRE

Bien qu'il y ait un besoin durable de capacité, les marchés actuels ne fourniront pas un stimulus suffisant pour les investissements nécessaires. La nécessité d'un mécanisme de soutien, tel que le mécanisme de rémunération de la capacité (CRM) actuellement mis en œuvre en Belgique, est donc évidente. Par rapport aux autres mesures, le CRM aura les meilleurs effets positifs sur le bien-être socio-économique. En outre, il aura de multiples effets d'entraînement précieux sur le climat d'investissement et favorisera un marché de l'énergie plus stable.

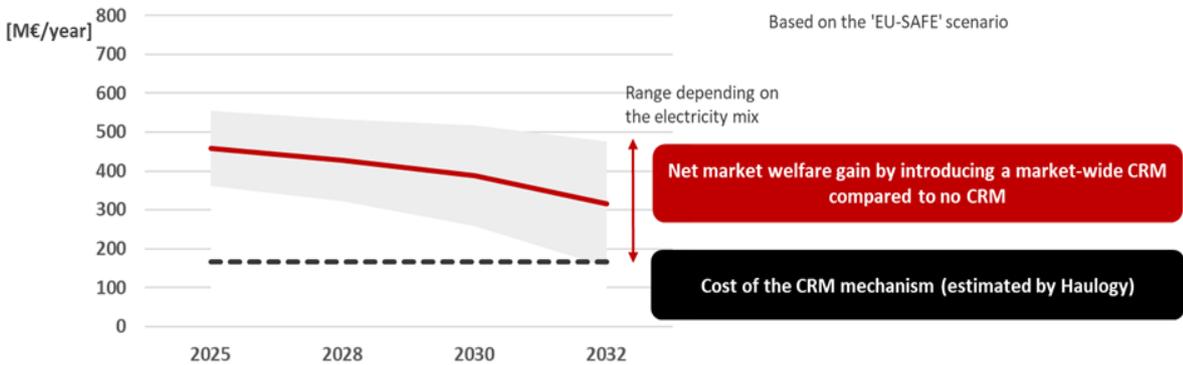
Besoin confirmé d'un mécanisme de soutien

Dans le cadre de cette étude, la viabilité économique des capacités existantes et nouvelles a été évaluée selon différents scénarios. Cette étude conclut que sur les 3,6 GW de capacités supplémentaires nécessaires, seule une très faible part sera viable via le marché « Energy-only » d'ici 2025. Une intervention au niveau du système est donc nécessaire pour garantir que la totalité de la capacité de remplacement soit disponible à temps. La tenue d'une première enchère CRM en 2021 afin d'assurer cette capacité de remplacement est donc cruciale.

Le CRM apportera de la stabilité à la société belge

Cette étude démontre qu'un CRM à l'échelle du marché garantira la sécurité de l'approvisionnement et apportera du bien-être au marché. En effet, le coût du mécanisme de capacité devrait être compensé par une baisse des prix de gros pour les consommateurs belges. Cela représentera un avantage annuel estimé entre 100 et 300 millions d'euros au cours des dix prochaines années, par rapport à une situation sans CRM.

How much does the consumer need to pay ?



MESSAGE 3 : PRÉPARATION D'UNE SOCIÉTÉ NEUTRE EN CARBONE

La Belgique doit également se préparer à sa transformation en une société neutre en carbone d'ici 2050. Pour ce faire, des mesures doivent être prises dès maintenant en ce qui concerne le design du marché, le développement des énergies renouvelables et la coopération internationale. L'intégration d'une quantité croissante de production renouvelable dans le système nécessitera une plus grande flexibilité et un souci constant d'adéquation. Outre la décarbonisation de certains secteurs de la société, l'électrification permettra d'intégrer la flexibilité dans l'ensemble du système. Les estimations à ce sujet prévoient l'arrivée sur le marché belge de près de 1,5 million de véhicules électriques et 200 000 pompes à chaleur électriques dans la prochaine décennie. Pour exploiter au maximum cette flexibilité et permettre une meilleure adéquation, la digitalisation doit être accélérée et le design du marché doit être modifié.

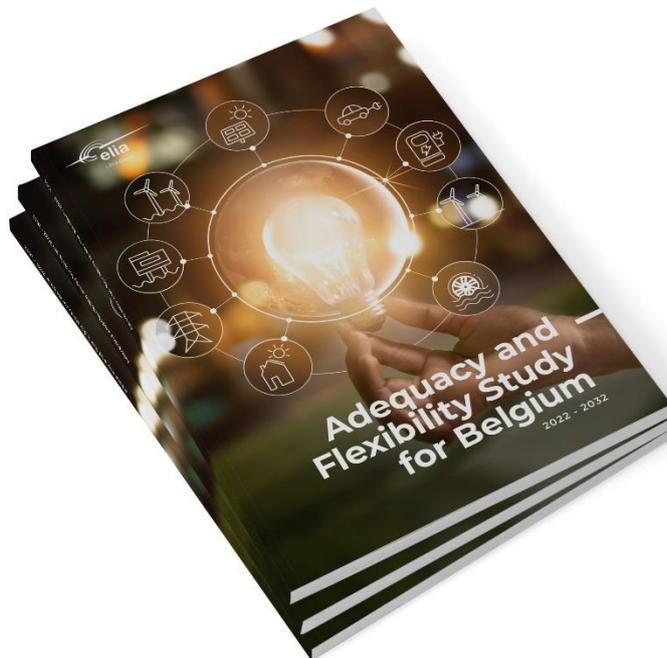
Impact of managing the increased electrification after 2025



Tout en œuvrant à la décarbonisation, chaque pays verra son mix énergétique évoluer de manière significative. Les schémas de dépendance entre les pays en termes d'adéquation deviendront plus volatils, ce qui renforcera la nécessité de prendre des décisions politiques coordonnées en matière de fiabilité. Comme les ressources dont dispose notre pays concernant la production d'énergie renouvelable (SER) sont limitées, il sera également important de mettre l'accent sur les partenariats avec les pays qui ont des excédents structurels en matière d'énergie renouvelable pour transformer la Belgique en une société neutre en carbone. Étant donné que la concrétisation de tels projets conjoints prend des années, la Belgique doit se concentrer sur la création de partenariats clés dès aujourd'hui.

Méthodologie de pointe et collaboration étroite avec le secteur

Cette étude utilise une méthodologie qui répond aux nouvelles exigences européennes (European Resource Adequacy Assessment - ERAA) et respecte les prescriptions du « Clean energy for all Europeans package ». Les scénarios explorés dans cette étude ont été tirés du plan national belge pour l'énergie et le climat 2021-2030 et du pacte énergétique interfédéral. Elle a été réalisée en collaboration étroite avec le Service public fédéral (SPF) Économie et le Bureau fédéral du Plan, et en concertation avec la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG). Une consultation publique a été organisée en novembre 2020, au cours de laquelle les parties prenantes ont eu l'occasion de s'informer sur les données et la méthodologie utilisées et les différents scénarios explorés pour l'étude.



À propos d'Elia Group

Dans le top 5 européen

L'Elia Group est actif dans le transport d'électricité et veille à chaque instant à l'équilibre entre production et consommation. Nous approvisionnons 30 millions d'utilisateurs finaux en électricité et gérons 19.271 km de liaisons à haute tension via nos filiales en Belgique (Elia) et dans le nord et l'est de l'Allemagne (50Hertz). Notre groupe figure ainsi parmi les 5 plus grands gestionnaires de réseau européens. Avec un taux de fiabilité de 99,999 %, nous mettons un réseau électrique robuste au service de la communauté et du bien-être socio-économique. Nous voulons également servir de catalyseur à une transition énergétique réussie vers un système énergétique fiable, durable et abordable.

Acteur de la transition énergétique

L'Elia Group stimule l'intégration du marché européen de l'énergie et la décarbonisation de notre société en développant les liaisons internationales à haute tension et en intégrant une part sans cesse croissante d'énergie renouvelable. En parallèle, le groupe innove dans ses systèmes opérationnels et développe de nouveaux produits de marché afin que de nouvelles technologies et acteurs de marché aient accès à notre réseau. L'Elia Group concrétise ainsi la transition énergétique.

Dans l'intérêt de la communauté

Acteur central dans le système énergétique, l'Elia Group agit dans l'intérêt de la communauté. Nous adaptons constamment notre réseau de transport au mix énergétique qui évolue rapidement et intègre toujours plus d'énergie renouvelable. Nous veillons aussi à réaliser nos investissements dans les délais et les budgets impartis, tout en garantissant une sécurité maximale. Nous adoptons une gestion proactive des parties prenantes lors de la réalisation de nos projets : nous entamons une communication bilatérale avec tous les acteurs concernés dès le début du processus. Nous mettons également notre expertise à disposition du secteur et des autorités compétentes pour aider à construire le système énergétique de demain.

Ouverture internationale

Outre ses activités de gestionnaire de réseau de transport, l'Elia Group fournit aussi des services de consultance à des clients internationaux via Elia Grid International (EGI). Elia fait également partie du consortium Nemo Link qui exploite la première interconnexion électrique sous-marine entre la Belgique et la Grande-Bretagne.

Le groupe Elia opère sous l'entité juridique Elia Group, une entreprise cotée en bourse dont l'actionnaire de référence est le holding communal Publi-T.

PLUS D'INFOS: eliagroup.eu & elia.be



Pour plus d'informations, contactez:

Corporate Communication

Jean Fassiaux | M +32 474 46 87 82 | jean.fassiaux@elia.be